

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Jack McIntosh (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant. Maintenant qu'on a annoncé des élections en Saskatchewan, le premier ministre Thatcher a-t-il donné au gouvernement fédéral la permission de faire des élections complémentaires dans la circonscription fédérale d'Assiniboia?

* * *

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE À LA HUDSON BAY MINING AND SMELTING COMPANY—LES NÉGOCIATIONS

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Ma question s'adresse au ministre du Travail. Le conflit ouvrier à la Hudson Bay Mining and Smelting Company à Flin Flon a-t-il évolué? Le ministère du Travail a-t-il envoyé un représentant aux négociations ou attend-il béatement qu'on le lui demande?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Voilà plusieurs mois que nous y avons un médiateur, monsieur l'Orateur, mais la situation est stationnaire. Sauf erreur, il y a actuellement des négociations ou des discussions entre les divers syndicats en cause.

* * *

LE RECENSEMENT

LE NOMBRE DE PERSONNES SANS EMPLOI AFFECTÉES AU RECENSEMENT

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre suppléant, le ministre de l'Industrie et du Commerce étant absent.

Étant donné que 42,000 personnes ont été embauchées pour effectuer le recensement, le premier ministre suppléant pourrait-il dire combien d'employés étaient réellement chômeurs?

M. l'Orateur: L'honorable député invite le ministre concerné à donner des renseignements d'ordre statistique, et je crois que la question pourrait facilement être inscrite au *Feuilleton*.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LE CAS DU PRÉSIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL D'ARGENTIA

[Traduction]

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Le ministre peut-il dire à la Chambre quelles mesures il a prises en réponse aux instances présentées à son ministère et à celui des Transports par lesquelles on demandait que le président du groupe de travail d'Argen-

tia soit prié de démissionner pour avoir induit le comité en erreur et n'avoir pas rempli son rôle?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, malheureusement, je n'ai pas saisi la première partie de la question.

M. Carter: Je vais la répéter. Je demande au ministre quelles mesures il a prises pour donner suite aux instances faites à son ministère et au ministère des Transports en vue d'obtenir que le président du groupe de travail d'Argentia soit prié de démissionner.

L'hon. M. Marchand: Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES TRANSPORTS

LE RAPPORT SUR LA NAVIGATION—LE PROGRAMME D'ASSURANCE MARITIME

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): J'ai une question à poser au ministre des Transports, monsieur l'Orateur. Comme nous avons maintenant eu la chance de digérer le vaste rapport Darling sur la navigation, le ministre profitera-t-il de cette occasion pour nous faire part de son intention d'y donner suite? Combien de temps du gouvernement envisage-t-il d'affecter à l'étude de certaines parties de ce rapport si bien accueilli?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, le rapport a été déposé afin d'inviter les commentaires. Je profite de cette occasion pour dire que je serai heureux d'entendre les instances de quiconque s'intéresse au rapport. Je conviens que c'est un «amour» (darling) de rapport. Nous ferons de notre mieux pour y donner suite aussitôt que possible puisque certains chapitres ont semblé plaire au public.

M. Bell: D'un vieux copain à un autre, le ministre nous fera-t-il connaître ses intentions au sujet du programme d'assurance maritime subventionné par le gouvernement fédéral? Ne devrait-on pas le mettre en œuvre aussitôt que possible?

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, avant la publication du rapport j'avais fait des instances auprès des compagnies d'assurance, surtout au Royaume-Uni. Comme solutions de rechange, nous leur avons laissé entrevoir entre autres possibilités, celle d'un certain genre d'assurance subventionnée au cas où leurs primes ne deviendraient pas plus abordables. Nous pourrions, je pense, appliquer l'une ou l'autre des solutions possibles.

* * *

LE PÉTROLE

LE PROJET DE LIGNE DE PÉTROLIERS ALASKA-ÉTAT DE WASHINGTON—L'ATTITUDE DU CANADA

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Étant donné que les États-Unis seraient sur le